NO CODE & LOW CODE

SECTEUR PUBLIC



2024

INTRODUCTION

Avec 35000 communes, réparties dans 13 régions ainsi que 5 collectivités des DROM-COM, et des métropoles qui tendent à se regrouper, le paysage du secteur public français est vaste et diversifié.

En outre, avec les structures de la fonction publique, qui emploient près de **6 millions d'agents en 2024**, il devient clair que ce secteur présente des besoins IT qui ne cessent de croître.

Les défis posés par la COVID-19 et les progrès technologiques ont profondément transformé la façon dont les services en ligne sont conçus et utilisés dans le secteur public.

Cette transformation a accru la pression sur les organismes publics afin qu'ils fournissent des solutions numériques rapides et efficaces, répondant aux **attentes croissantes** des utilisateurs.

L'adoption de plateformes No code et/ou Low code, soutenue par des écosystèmes grandissants, est désormais essentielle pour ces organisations afin de réinventer les services proposés.

Pourquoi adopter le No code & Low code ?

01. Réduire les délais de mise sur le marché des solutions

Dans un secteur souvent marqué par l'urgence (crises sanitaires, catastrophes naturelles, changements politiques), les institutions doivent pouvoir :

- **Mobiliser** rapidement des ressources.
- **Déployer** des solutions dans des délais réduits.

Le **"time to market"** des solutions devient primordial.

Comment délivrer plus vite ?
En No code

→ Permet aux **équipes métiers** (non techniques) de développer directement des applications adaptées à leurs besoins.

- Ouvrir le développement à des personnes capables de répondre elles-mêmes à des besoins qu'elles exprimaient autrefois à la DSI et qui délivrait la solution tardivement (au vu du backlog de projets qui grandit toujours plus).

- Réduit la dépendance vis-à-vis des services informatiques.

Résultat mesurable = une diminution significative du backlog de la DSI est une preuve que les équipes métiers sont plus autonomes dans le développement de leurs outils, ce qui est positif en termes d'optimisation des ressources.

Important : La mise en œuvre des solutions No code n'est pas magique et nécessite un **cadre structuré**.

Sans supervision de la DSI, cela peut conduire à plus de shadow IT, à des risques en matière de sécurité, à des vulnérabilités et des coûts supplémentaires, notamment en cas de corrections urgentes pour se conformer aux normes de performance.

L'implication des équipes informatiques reste indispensable tout au long du processus de création No code.

La DSI doit notamment s'impliquer sur :

- La **formation** des équipes métiers, le suivi et le support continu des nouvelles applications.
- La **gouvernance** en sélectionnant des outils sécurisés, en acculturant sur l'utilisation des données, en définissant des cas d'usages et en validant la sécurité de ce qui est mis en œuvre.
- La mise en oeuvre d'un **catalogue d'applications** et la promotion de ce dernier par le biais d'ateliers et de webinaires.

Important 2 : Le NCLC intervient **après** la phase de cadrage et de définition des besoins.

La valeur du NCLC réside dans :

- la création rapide de la solution
- La capacité à itérer dessus et la faire évoluer
- la maintenance simplifiée



Comment délivrer plus vite ?
En Low code

→ Permet aux **développeurs** d'accélérer les développements stratégiques de la DSI.

- Par des outils et blocs pré-configurés et une approche plus **visuelle** (souvent qualifiée de programmation visuelle), l'on élimine les tâches répétitives de tout développement.

- Simplifie l'intégration aux **données** (API et multiples connecteurs) et aux pipelines **CI/CD** (gestion des versions et environnements multiples).

- Rend accessible les développements plus complexes à des développeurs junior.

02. Réduire les dépenses publiques

Face aux contraintes budgétaires croissantes, les institutions doivent s'adapter avec des ressources limitées, ce qui est l'essence même du NCLC.

Le **TCO (coût total de possession)** est un indicateur financier pertinent qui évalue la logique des coûts.
On peut se demander :

- **Quel aurait été le coût d'augmenter les ressources informatiques/prestations externes pour développer les applications réalisées en No code par les équipes métiers ?**

1. Les composants modulaires des plateformes NCLC permettent des mises à jour ciblées, sans interventions étendues et sans impacter l'ensemble du système.

2. En réduisant la dépendance aux processus manuels et papier, les organisations peuvent réaliser des économies sur les dépenses liées à la gestion administrative et aux ressources matérielles.

03. Réduire la dépendance aux ESN

Le secteur IT est confronté à une pénurie de talents, particulièrement ressentie dans le secteur public en raison de la concurrence salariale du privé.

Les plateformes NCLC favorisent l'internalisation des compétences et projets, réduisant ainsi la dépendance aux ESN, mais **sans les remplacer**. En effet, il est impossible d'internaliser 100% des projets car trop nombreux et parfois spécifiques.

Ces prestataires externes présentent de nombreux avantages:

- La capacité de pouvoir répondre à des demandes rapidement.
- Une réponse "simple" à la difficulté de recruter et former en interne.
- L'adaptation à l'évolution croissante de la technicité des logiciels.

Mais aussi des inconvénients :

→ Une perte de contrôle des projets.
→ La fuite des compétences et le passage du savoir qui peut être compliqué.

S'affranchir des ESN, non.
Réduire la dépendance grâce au NCLC, **absolument.**



Les réponses du NCLC

À quatre spécificités majeures de la digitalisation dans le secteur public

1. Protection des données et accessibilité

Le secteur public se doit d'adopter un modèle exemplaire sur ces **deux sujets**, d'un côté avec la montée en puissance de l'Open Data et la diffusion croissante des données des collectivités et de l'autre, avec la mise à disposition de services aux citoyens.

Deux référentiels majeurs régissent désormais ces pratiques :

- **RGPD** : qui garantit la conformité en matière de protection des données personnelles.
- **RGAA** : qui impose des normes d'accessibilité numérique, tant pour les collectivités que pour les entreprises privées.

→ Des plateformes haute performance telles que Convertigo respectent ces deux cadres réglementaires en fournissant des solutions conformes à ces exigences.

Important : toutes les données utilisées dans les applications par les équipes métiers sont **toujours contrôlées et validées** par les DSI en amont.
Les plateformes NCLC permettent une gouvernance stricte des données, évitant les risques liés au **shadow IT.**



2. L'harmonisation des systèmes existants

Une étape indispensable pour garantir une communication **fluide** entre toutes les entités publiques. Cependant, elle est souvent freinée par :

- La diversité des métiers et des réglementations, qui impose l'utilisation de logiciels spécifiques à chaque domaine (administration, transports, énergie, etc.).
- Le cloisonnement des entités et l'absence d'une roadmap globale, limitant l'unification des méthodes et outils.

Le secteur public se caractérise par une grande diversité de systèmes et d'applications, souvent hérités de technologies anciennes.
Bien que ces systèmes hérités fonctionnent (leur robustesse est leur principal atout), leur manque de flexibilité constitue un grand frein.

→ Le No code/Low code offre aux administrations publiques la possibilité d'unifier les processus, de relier les organismes et de **consolider ces systèmes**.

De plus, certaines plateformes telles que Convertigo, sont conformes au **DSFR** (design system de l'État), un ensemble de composants réutilisables régis par des standards et une gouvernance propres à l'État français.



3. Les besoins sont internes, mais aussi externes

- **Internes** : pour moderniser et simplifier les processus métiers, augmentant ainsi l'efficacité et la productivité des équipes.

- **Externes** : pour offrir des services numériques efficaces et accessibles aux citoyens.

Les attentes des citoyens évoluent rapidement et s'alignent de plus en plus sur les standards du secteur privé. Ils souhaitent des interactions numériques rapides et intuitives et des processus simplifiés.

Face à ces deux enjeux, les plateformes NCLC apportent deux principaux leviers de valeur :

1. L'intégration dans un **environnement complexe**

- Connexion simplifiée des solutions modernes à des systèmes existants et échanges dans des environnements IT hétérogènes.

2. Le déploiement de solutions **scalables**

- Capables de s'adapter à un grand nombre d'utilisateurs externes.



4. Sécurité élévée

Les plateformes No code/Low code (NCLC) jouent un rôle clé dans la création d'une **identité numérique** fiable, permettant aux citoyens d'accéder facilement et à moindre coût aux services d'e-administration.

Pour y parvenir, il est essentiel :

1. Que les citoyens soient convaincus que leurs informations sensibles sont collectées, stockées et sécurisées de manière rigoureuse.

2. Que les institutions publiques puissent échanger et valider ces identités numériques.

Il y a une donc nécessité de se connecter de façon simple et sécurisée à différents systèmes d'authentification (notamment **France Connect**).

CONCLUSION

Le No code et le Low code offrent au secteur public une opportunité unique : accélérer le déploiement des solutions, optimiser les ressources et répondre efficacement aux attentes des citoyens.

En intégrant ces outils dans une gouvernance adaptée, le secteur public se positionne comme un acteur de référence dans la transformation numérique.

convertigo

Vous souhaitez en savoir plus sur le No code & Low code?

Adresse:
FRANCE
46 bis Avenue du Maine
75015, Paris

USA
PO BOX 7775, #81018
San Francisco, CA 94120

Téléphone:
USA : +1 415 800 41 95
FRANCE : +01 70 92 94 09

En ligne:
info@convertigo.com
www.convertigo.com

Contact :
Nicolas Da Eira, Head of Sales France
nicolasd@convertigo.com
+33 7 70 28 64 02

Olivier Picciotto, PDG
olivierp@convertigo.com
+1 415 800 41 95